

Le Temps

Le livre blanc dix ans plus tard

Opinions

Ce fut une véritable provocation. Les patrons suisses, inquiets par la perte de compétitivité de l'économie suisse, publient un manifeste qui préconise un vaste programme de libéralisations. Le diagnostic n'est plus contesté et beaucoup de mesures font aujourd'hui l'objet d'un examen sérieux

Emmanuel Garessus

Publié vendredi 18 mars 2005 à 01:10

Décembre 1995: en guise de cadeau de Noël, une «bombe sociale». Un livre d'à peine 80 pages provoque une incroyable levée de boucliers. «Ayons le courage d'un nouveau départ», un fascicule signé par David de Pury, alors coprésident d'ABB, et deux professeurs de l'Université de Saint-Gall, Heinz Hauser et Beat Schmid, cosigné par 16 chefs d'entreprise et de banque, veut sortir la Suisse de sa politique des petits pas, redynamiser le pays à l'heure de la mondialisation et des technologies de l'information. Son chapitre social est perçu comme un programme de rupture. Le choc est d'autant plus vif que l'argumentation est parfois lacunaire. «Les patrons font la révolution» écrit L'Hebdo dans son éditorial. Jean-Pascal Delamuraz dénonce «les systèmes simplistes, manichéens». Le ton est acrimonieux, à gauche comme à droite. «Les politiciens accordent une note insuffisante au travail des millionnaires», ironise le Blick. «Une logique de confrontation», renchérit Le Nouveau Quotidien. A l'occasion d'Arena, l'émission politique de la TV alémanique, Heinz Hauser est le seul auteur de ce brûlot prêt à venir le défendre en public. Peter Bodenmann, président du Parti socialiste, refuse de débattre et quitte le studio. La gauche le perçoit comme un diktat du patronat à l'aube d'une nouvelle législature. «Le pamphlet est une forme de liberté qu'on n'autorise pas à des entrepreneurs», réplique dans la Weltwoche, Markus Schneider, lui-même auteur d'un «Livre blanc», en 2004. Le massacre médiatique ne l'empêchera pas de devenir un best-seller. Aucun livre de politique économique n'est parvenu à pareil tirage, 34 000 pour l'édition alémanique. Le plus grand succès littéraire d'Avenir Suisse, écrit par Silvio Borner et Frank Bodmer, n'arrive qu'à 3000 exemplaires.

L'émotion est aujourd'hui retombée. Avenir Suisse organisait mercredi à Zurich une conférence sur les dix ans du Livre blanc. Et le professeur Ernst Baltensperger, de l'Université de Berne, lui consacre un ouvrage 1. Dans cet excellent travail de décryptage, il analyse l'accueil tumultueux de décembre 1995, et met à l'épreuve du temps les recommandations du Livre blanc.

Ernst Baltensperger loue l'analyse et le diagnostic portés en 1995 ainsi que la nécessité et le choix de la plupart des réformes. Il formule par contre quantité de reproches sur la forme: les défaillances dans le marketing du livre ont conduit à son rejet et au blocage des discussions, écrit-il. Le sentiment d'urgence était également exagéré. La Suisse occupe toujours un rang enviable dans les classements internationaux, même si le déclin est chaque année plus perceptible. Le défaut de croissance est flagrant. Après le rejet et l'émotion, tous les acteurs de la scène politique et médiatique acceptent ce verdict. Pour Ernst Baltensperger, si la Suisse avait saisi sa chance comme le recommandait le Livre blanc, «elle en aurait tiré un grand avantage».

Depuis 1995, la Suisse n'a certes pas complètement sombré dans l'immobilisme: l'adoption du frein aux dépenses, l'acceptation de la nouvelle péréquation financière, la révision de la loi sur les cartels, les Bilatérales, la révision de la loi sur l'assurance chômage, ont répondu au «manifeste des patrons».

Le succès des réformes est, selon Ernst Baltensperger, bien plus mitigé dans la libéralisation des télécoms et des transports, l'ouverture du marché intérieur et la révision de l'AVS. Il est qualifié d'inexistant dans l'énergie, la réforme fiscale, l'assainissement des finances publiques, la réduction des subventions, la politique de la santé et des universités.

L'indignation de 1995 se concentrait essentiellement sur le dossier social. Pourtant, selon le professeur bernois, le diagnostic était juste. «Seule une Suisse qui réussit économiquement peut être une Suisse sociale et consciente de ses responsabilités.» Le financement à long terme des assurances sociales ne peut être assuré sans corriger les tendances. Entre 1960 et 1994, la part des dépenses sociales au budget fédéral a doublé. Le mécanisme de redistribution selon le «principe de l'arrosoir» déploie ses effets pernicioeux. Le Livre blanc a fait scandale non seulement en raison de l'audace des mesures, mais aussi de la faiblesse de son argumentation, déséquilibrée, et parfois bâclée, omettant le domaine de la santé et, dans le dossier social, celui de l'aide sociale au sens strict.

En matière d'ouverture vers l'extérieur, le Livre blanc privilégiait la voie bilatérale à l'égard de l'Europe. «Adhérer pour se protéger soi-même n'est pas un bon argument», selon Ernst Baltensperger.

Pour redynamiser la Suisse, l'auteur de «Mut zum Aufbruch» préfère pourtant une politique des petits pas à celle de la rupture, «mieux accompagnée par le citoyen, elle n'a pas l'apparence d'un ordre de marche».

1 «Mut zum Aufbruch, 10 Jahre danach», Ernst Baltensperger, Orell Füssli, 2005, 138 p.